

Heureux comme un DG de banque venant de rafler 500 000 euros rien que pour sa pomme!

Attention, Baudouin Prot n'est pas le seul à toucher le jackpot cet été, son collègue Michel Pébereau, lui aussi dirigeant de la BNP, a palpé pour 700 000 euros de stock-options.

« Je vais moraliser le capitalisme », disait le président en 2008. C'est fait. Preuve en sont les deux opérations menées conjointement par le président de BNP Paribas, Michel Pébereau, et son directeur général, Baudouin Prot, au début du mois, qui leur ont permis d'empocher 700 000 euros de plus-value pour le premier et 500 000 euros pour le second. Les dirigeants de la banque française n'ont eu pour cela qu'à lever leur plan de stock-options datant de 2001, qui leur octroyait un prix d'achat de l'action BNP à 47 euros et de la revendre dans la foulée au prix du marché, soit 57 euros. En quelques heures seulement, chacun d'entre eux a donc vu son compte crédité de 40 années de SMIC.

Le cours de l'action BNP Paribas se porte en effet très bien. Le jour même de leur levée de stock-options, la première banque française annonce 4,4 milliards d'euros de bénéfices pour le premier semestre, qu'il faut ajouter aux 6 milliards réalisés en 2009. L'activité de détail (gestion de comptes, crédits aux particuliers et aux entreprises) y est pour beaucoup. Les banques empruntent en effet à des taux historiquement bas mais continuent de racketter leurs clients à des taux de 5 à 11 fois plus élevés. Les clients se saignent, la banque s'engraisse, l'action monte, Michel Pébereau et Baudouin Prot

ramassent la mise. Pas avarès pour autant, nos compères ont distribué 500 millions d'euros de bonus aux traders en début d'année et en ont provisionné 500 autres pour les motiver un peu. Le casino a rouvert, mais les autres salariés de BNP Paribas restent au pain sec. Pour eux, ce sera 1 % d'augmentation. 250 000 euros par an pour les traders, 25 euros mensuels pour les guichetiers : on ne badine pas avec l'égalité à la BNP.

Quand on pense qu'en 2008 on a dû leur prêter 5,1 milliards d'euros pour leur éviter la banqueroute!

Michel Pébereau et Baudouin Prot savent profiter des opportunités pour arrondir leurs copieux salaires (respectivement 700 000 et 1 million d'euros). Renfloués par l'État en 2008 (5,1 milliards d'euros) ils ont, en 2009, mené trois opérations de levée de stock-options. Au mois de juin puis de septembre, ils ont empoché 450 000 euros, puis 1,1 million d'euros de plus-values. La dernière transaction de l'année, en décembre, est encore plus instructive, puisque les deux banquiers ont... perdu de l'argent. Leur plan de stock-options de 1999 arrivant à expiration, ils ont préféré le lever en perdant 100 000 euros à eux deux que d'y

renoncer. Cette perte momentanée leur a permis d'éviter d'envoyer le signe politique que leurs stock-options étaient injustifiées et de se priver de futures rémunérations comme celles qu'ils viennent d'enregistrer.

C'est que Michel Pébereau n'est pas seulement un homme soucieux de ses économies, il est aussi un ardent défenseur des intérêts du patronat, que certains voient comme le nouveau « parrain ». Il siège dans 6 conseils d'administration du CAC 40, et d'autres dirigeants de la BNP, les « Pébereau boys », représentent la banque dans la moitié des conseils des grandes entreprises. L'influent banquier peut même appliquer son sens de l'égalité à la présidence du conseil des rémunérations de Total. Il n'est donc pas étonnant de le retrouver à la manœuvre auprès des politiques. En 2009, à l'heure où le gouvernement clamait sa volonté de moraliser le capitalisme, Pébereau déclarait devant les députés de la mission parlementaire sur la rémunération des dirigeants : « Dans 90 % des cas, il n'y a pas de problèmes avec la rémunération des patrons » et qualifiait les stock-options « d'outils formidables ». Il feignait cependant de penser que « si les entreprises ont été aidées par l'État, limiter les rémunérations des grands patrons est légitime ».

Non seulement les pratiques de

REPÈRES

5,1 milliards d'euros

C'est le montant du prêt que l'État a consenti à BNP Paribas en 2008.

256 millions d'euros

C'est le montant des intérêts du prêt récupérés par l'État.

5,8 milliards d'euros

C'est le montant qu'aurait perçu l'État en revendant au prix du marché les actions BNP qu'il a achetées pour sauver la banque.

2 469 530 euros

C'est le revenu annuel, hors stock-options, de Baudouin Prot, directeur général de BNP Paribas, en 2009.

1 milliard d'euros

C'est le montant des bonus perçus par les traders de BNP en 2010.

25 euros

C'est l'augmentation mensuelle qu'ont obtenue la moitié des salariés de BNP Paribas en 2009.

10,4 milliards d'euros

C'est le bénéfice enregistré par BNP Paribas entre janvier 2009 et août 2010.

Michel Pébereau en matière de stock-options contredit ses belles déclarations, mais il fut également très actif auprès du gouvernement lors de l'élaboration de son plan de sauvetage des banques. Le parrain aurait obtenu que l'État n'intervienne qu'aux conditions d'un prêt classique sans participation aux conseils d'administration. Or, si l'État avait choisi cette dernière option et revendu ses actions BNP aux prix du marché, comme le fait Pébereau avec ces stock-options, la collectivité aurait encaissé une plus-value de 5,8 milliards d'euros. Cette somme représente, à elle seule, la moitié de ce que l'État espère récupérer par le rabettement des niches fiscales et sociales récemment annoncé pour faire face au déficit. Faites ce que je dis, pas ce que je fais ★

CÉRIC CLÉRIAN

cclerian@humadimanche.fr